



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

**Objet de la
délibération:
Attribution de
compensation
définitive 2015**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENTS :

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Serge BALDECCHI

Transmis le 22 DEC. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 23 DEC. 2015

L'article 1609 nonies C du Code général des impôts prévoit le versement par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité professionnelle unique d'une attribution de compensation aux communes membres.

Le montant de cette dotation est égal au montant de cette fiscalité perçue par les communes l'année précédant la création de la Communauté d'agglomération ou son extension de périmètre, minoré des charges transférées.

En janvier 2014, l'intégration des communes de Saint-Antonin du Var, Salernes et Sillans-la-Cascade a modifié le montant des charges transférées. 2014 a également été l'année du transfert de compétence GEMAPI, qui au travers du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Nartuby (SIAN) et du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement du Cours Inférieur de l'Argens (SIACIA) concerne les communes d'Ampus, Chateaudouble, Draguignan, Montferrat, La Motte, Le Muy, et Trans-en-Provence. Pour la première année d'exercice de cette compétence (2015), l'évaluation des charges est appuyée sur les contributions budgétaires versées par ces communes en 2014 au profit de ces deux syndicats.

Courant 2015, l'alerte de la commune de Salernes a permis de constater qu'une partie des recettes n'avait pas été prise en compte dans les calcul des attributions de compensation. En effet, la dotation de compensation part salaire liée à la TP, était intégrée à la DGF de ces communes depuis 2010. Avec leur entrée dans la Communauté d'Agglomération Dracénoise, cette dotation a été déduite aux communes, puis transférée au profit de la Communauté d'agglomération, sans qu'elle en ait eu l'information.

Il y a donc lieu de procéder à un ajustement de l'attribution de compensation, sachant que ces données ont été présentées à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Il s'agit d'ajuster les attributions de compensation pour Salernes (+ 272 240€) et pour Sillans la Cascade (+ 3 562€).

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées et de la Commission des Finances réunies le 3 décembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver l'attribution de compensation définitive 2015 telle que détaillée dans le tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 57 voix pour
4 abstention(s) :

Liliane BOYER, Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.